

L'éducation en République Démocratique du Congo

Mots clés: La voix du Congo profond, éducation, RDC, enseignants, universités

L'éducation en RDC aujourd'hui doit forcément être une priorité du gouvernement congolais ainsi que de la communauté internationale et des bailleurs de fonds.



Auteur(s): Alain Huart • Chantal Tombu • Alice Van der Elstraeten

Date de publication: Juin 2012

Catégorie(s): Construire son avenir, éducation, santé, énergie, eau, habitat • Appui, aide au développement

Province(s): Kinshasa • Bandundu • Équateur • Province Orientale • Nord-Kivu • Sud-Kivu • Maniema • Katanga • Kasai-Oriental • Kasai-Occidental • Bas-Congo

Partenaire(s): Agence belge de Développement, CTB • Ministère de l'agriculture et du Développement rural (RDC) • Ministère de l'éducation • WWF • Coopération allemande

Nombre de pages: 2

Identification: F-ECJ-S2.5-4



F-ECJ-S2.5-4

La mise en valeur des potentialités du pays requiert de l'éducation et de la formation. Encadrer qualitativement la jeunesse assurera le futur du pays.

L'éducation en RDC aujourd'hui doit forcément être une priorité du gouvernement congolais ainsi que de la communauté internationale et des bailleurs de fonds. La mise en valeur des potentialités du pays requiert de l'éducation et de la formation. Encadrer qualitativement la jeunesse assurera le futur du pays.

Ce sont les parents, les confessions religieuses, la coopération et les ONG qui ont maintenu le système scolaire. L'État commence à peine à prendre conscience de ses responsabilités. L'éducation pour tous d'ici 2015, comme prévu dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement est une priorité loin d'être atteinte dans notre pays.

Sur une population de 60 millions d'habitants, plus de 3,5 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. La situation n'a fait que s'aggraver les dernières années. En 1995, 25% des enfants n'étaient pas scolarisés. En 2001 ce chiffre est passé à 30%.

Comment assurer un enseignement gratuit pour tous, quand les enseignants ne sont pas payés et que le matériel le plus élémentaire fait défaut? 90% des écoles de RDC sont dans un état de délabrement avancé.



Témoignage: « Sans argent, pas d'école »

Nous sommes à Lokanja Lina Nkoy, un petit village au milieu de l'immense forêt tropicale du bassin du Congo. La seule école encore fonctionnelle est dirigée par les Kimbanguistes. Ici, comme dans la plupart des écoles publiques de la RDC, le Gouvernement prend en charge le salaire dérisoire des enseignants et devrait fournir les bancs, les tables et les salles de classe.

« Regardez-moi... Pensez-vous que je ressemble à un enseignant? » S'exclame le directeur d'école, monsieur Ire

Yabongengo, dans son ensemble rouge tout usé, tout en pointant du doigt ses sandales trouées. « Nous n'avons ni bureau, ni livre... même pas d'eau ». Ire Yabongengo explique que les parents ne veulent plus donner de l'argent pour réparer l'école. C'est quoi, l'école? Un ensemble de cabanes faites de bouts de bois et de boue séchée, recouvertes de branchages.

À Lokanja Lina Nkoy, tous les élèves sont entassés dans quatre salles de classe, assis sur des billots de bois, pieds nus et vêtus de haillons plutôt que d'un uniforme. Et pourtant, les enfants sont heureux d'être à l'école, même si leur éducation doit se faire sans le matériel didactique le plus élémentaire.

« Bonjour Monsieur le Directeur! », crient-ils tous en chœur. Crayon, cahier ou papier sont inexistant dans cette école. Le maître griffonne quelques mots en français sur une planche de bois peinte en noir et les enfants s'exercent à l'écriture sur le sable.

Des enseignants sans salaire

Jusque dans les années 1960, l'Église gérait la plupart des écoles en RDC. Celles-ci étaient généralement construites par des prêtres catholiques qui avaient établi leurs missions à travers le pays.

Avec la zaïrianisation l'économie a été ruinée, mais aussi la fonction publique qui était en grande partie supportée par le clergé. Les frais de scolarité étaient désormais perçus par le Gouvernement, mais la gestion des écoles restait aux mains des prêtres ne bénéficiant d'aucune contribution financière de l'État.

À l'école de Lokanja Lina Nkoy, les maîtres sont sans salaire depuis plusieurs mois. Et lorsqu'il lui arrive d'être payé, le directeur d'école perçoit 27 000 francs congolais, soit l'équivalent d'environ 30 dollars. Les maîtres titulaires, pour leur part, sont payés moins de la moitié de ce montant : un salaire de 15 dollars est bien trop peu pour vivre.

Malgré toutes ces frustrations, certains parents et enseignants du village refusent de se laisser abattre et construisent une nouvelle case pour remplacer celle qui menace de s'effondrer sur les enfants. « Sans les enseignants et les parents d'élèves, le système éducatif en RDC n'existerait plus du tout », affirme Christian Lannoye, expert en éducation.

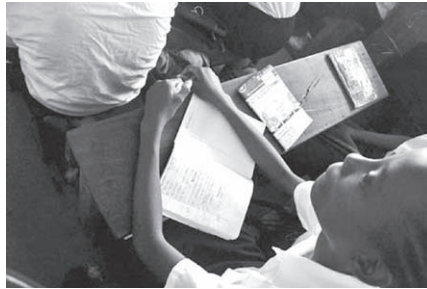
Sans argent, pas d'école !

La nouvelle constitution approuvée en décembre 2005 par le peuple congolais garantit une éducation gratuite pour tous les élèves des écoles primaires et secondaires. Comme les enseignants ne sont pas payés, un système parallèle s'est développé et les écoles du pays exigent désormais une participation des parents dont le montant peut varier de 15 cents à un dollar dans les zones rurales, ou de 10 dollars à 30 dollars à Kinshasa. Une mère, occupée à faire la lessive et la vaisselle dans la rivière Lomami, proche de l'école du village, se plaignait que ses enfants ne pourraient pas apprendre à lire et à écrire parce qu'elle ne pouvait pas payer cette somme.

Les filles, premières sacrifiées

Les filles sont les principales victimes du système de participation parentale instauré dans les écoles. Ainsi, sur les seize élèves d'une classe de l'établissement secondaire d'Isangi,

on ne compte qu'une seule fille. À l'école primaire pourtant, elles sont généralement plus nombreuses que les garçons. Ceci est le résultat concret d'une campagne du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour encourager les parents à scolariser les filles. Mais au fil des années, ces jeunes filles quittent l'école parce que les parents ne peuvent plus financer leur scolarité ou à cause de grossesses et de mariages précoces.



L'UNICEF a fourni à plus de 290 écoles de la Province Orientale des kits de matériel didactique pour enfants et enseignants mais plus de 2200 écoles attendent encore de bénéficier d'une aide, alors que de nouveaux élèves continuent d'entrer dans le système scolaire.

Pascal Libondo Molanga, directeur de 63 écoles primaires précise que « 65% des enfants qui traînent la journée dans les rues sont des filles ».

« Beaucoup d'entre elles se prostituent avec l'accord tacite de leurs parents, pour avoir les moyens d'envoyer leurs frères à l'école », affirme Giovanni Pross, un prêtre italien qui vit depuis près de 20 ans à Kisangani. Il avoue sa frustration et sa colère quand il voit la réaction des politiciens locaux face aux problèmes. Sylvain Nzaba, agent de protection pour l'UNICEF à Kisangani, pense que l'absence de scolarisation est l'un des facteurs qui expliquerait la présence de 5000 enfants abandonnés dans les rues.

Les universités : reflet des difficultés économiques et politiques de la RDC

Même si leur situation n'est pas aussi déplorable que celle des écoles, les universités sont des lieux où se traduisent les frustrations, le mécontentement et les tensions en RDC.

« Lorsque vous êtes confrontés à des difficultés économiques et politiques, cela se ressent nécessairement au niveau des institutions académiques », explique Danly Ngbonda, recteur de l'université de Kisangani et médecin de formation.

Son université a perdu plusieurs professeurs au cours des combats qui ont ravagé la ville pendant les trois dernières rébellions.

Beaucoup d'entre eux se sont enfuis à Kinshasa, les plus chanceux ayant réussi à quitter le pays.

Avec Danly Ngbonda, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) tente de convaincre certains membres de la diaspora de rentrer en RDC pour enseigner à Kisangani en leur promettant de prendre en charge leur transport et leur salaire. Jusqu'à présent, l'université ne dispose encore que de 65 enseignants pour plus de 5000 étudiants inscrits dans huit facultés. Les connexions Internet sont inexistantes, la fourniture d'électricité est aléatoire et les bibliothèques sont très mal équipées. Comme tous les professeurs et enseignants en RDC, Danly Ngbonda ne peut vivre que de son salaire. En tant que pédiatre, il a des revenus supplémentaires, ce qui n'est pas possible pour d'autres enseignants et peut favoriser la corruption.

« Je ne peux pas dire combien d'enseignants exigent des pots-de-vin des étudiants qui veulent passer leur examen », confie Ngbonda avant de rappeler que « ce n'est malheureusement pas les plus brillants qui réussissent ; c'est souvent les plus riches ».